

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE**  
**Occupation au domaine public**  
**par un Food Truck de pâtisserie**  
**Parc de la Martinière**  
**Le 17 décembre 2025**

**Le Maire de la commune de Vaux-sur-Seine**

**Vu** la loi n°82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles 2212-2 et L.2213-1 à L.2213-2 ;

**Vu** le Code de la Route en vigueur et notamment les articles R.411-1 à R.411-9 sur les pouvoirs de police et de circulation, les articles R.417-1 à R.417-13 sur les arrêts et stationnements, les articles R.411-17 à R.411-24 sur les interdictions et les restrictions de circulation et les articles R.325-1 à R.325-46 sur les immobilisations et mises en fourrière ;

**Vu** le Code Pénal, et notamment l'article R.610-5 ;

**Vu** l'arrêté permanent général réglementant la circulation et le stationnement de la Commune de Vaux-sur-Seine, portant le numéro 28/2023, en date du 23 février 2023 ;

**CONSIDERANT** la demande de Monsieur NAVARRO Sébastien, pour occuper le domaine public avec une remorque de pâtisserie de poulets, ceci **Parc de la Martinière à Vaux-sur-Seine**, entre 18h00 et 23h30 le 17 décembre 2025 ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le 17 décembre 2025, entre 18h00 et 23h30, le demandeur est autorisé à stationner sa remorque de pâtisserie, à proximité du terrain de foot en vue du repas de fin d'année se déroulant au Club dudit sport.

**Article 2 :**

Il se chargera de veiller à ne pas faire obstacle à la libre circulation des secours. Celui-ci sera également tenue de maintenir en état de propreté les lieux occupés et notamment de rendre ceux-ci à la Commune dans le même état que celui dans lequel ils se trouvaient à l'origine.

**Article 3 :**

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées, conformément aux lois et aux règlements en vigueur.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Commissaire, chef de la circonscription des Mureaux
- Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Vaux-sur-Seine
- Madame la Responsable du service de Police municipale de Vaux-sur-Seine
- Monsieur NAVARRO Sébastien, le demandeur

Chacun est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté.

**Article 5 :**

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de 2 mois après sa transmission aux services de l'Etat et à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication.

**Fait à Vaux-sur-Seine, le 17 décembre 2025**

**Le Maire**

**Jean-Claude BREARD**

